



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 – Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

Non à la baisse des moyens du FIPHFP

Version word accessible aux mal-voyants en pièce jointe.

La situation du FIPHFP est marquée par les attaques successives des différents gouvernements, de réduction des dépenses publiques pour répondre aux exigences de la Commission Européenne. L'affaiblissement budgétaire du FIPHFP se poursuit aujourd'hui avec une aggravation particulière ces dernières semaines.

Le gouvernement a communiqué sur la revalorisation de l'Allocation pour Adulte Handicapé (AAH), qui maintient la situation des personnes porteuses de handicap en-deçà du seuil de pauvreté. Cette annonce masque une autre réalité, visant la poursuite de l'affaiblissement du financement public de la solidarité avec les personnels des trois versants de la Fonction Publique – Etat, Territoriale et Hospitalière Publique.

En effet, le gouvernement Hollande a prélevé sur trois ans, 87 millions d'euros sur les recettes du FIPHFP, ce jusqu'en 2016 (29 millions/an. Avec FO, l'ensemble des organisations membres du FIPHFP ont demandé l'abrogation de la décision gouvernementale et réclamé le maintien des fonds.

Une nouvelle menace pèse sur l'avenir du FIPHFP. En 2016, le FIPHFP a investi 157 millions d'euros pour favoriser le maintien dans l'emploi et le recrutement d'agents de la Fonction Publique. Pour la même année 2016, les contributions n'ont représenté que 132 millions d'euros. Donc pour les trois prochaines années, le budget sera abaissé à 120 millions d'euros ce qui sera donc notablement insuffisant : **moins 25% du budget.**

Pour FO, C'est inadmissible !

Le Comité Interministériel Handicap du 20 septembre n'a même pas abordé la question du financement du FIPHFP et son incidence sur l'insuffisance de moyens nécessaires à l'accomplissement de la pleine mission du FIPHFP.

L'annonce de la baisse de ressources du FIPHFP a été faite par le président et le directeur général du FIPHFP lors d'une conférence de presse le 21 septembre. Le président du FIPHFP a déclaré vouloir « *laisser du temps au gouvernement* ». FORCE OUVRIÈRE dénonce les propos tenus pendant cette présentation (proposition « *d'une contribution de 15 euros par agent pour financer le maintien dans l'emploi sur 10 ou 15 ans des bénéficiaires du FIPHFP* » ou « *l'assistance c'est fini, on est dans une ère de mutualisation* »).

FORCE OUVRIÈRE tient à rappeler que d'une part, elle reste indéfectiblement attachée au respect des droits statutaires qui ne doivent être considérés comme quelque forme prétendue « *d'assistance* » que ce soit. (Le droit n'est pas la charité) et que, d'autre part, elle rejette toute remise en cause des droits républicains qui ne sauraient voir substituer leur garantie par l'Etat par le financement des droits par les agents publics eux-mêmes. Accepter un principe contraire



**FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES
FORCE OUVRIERE**

46,rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 – Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

mettrait en cause le cadre républicain du statut de la Fonction Publique.

FO refuse que les agents de la Fonction Publique porteurs de handicap soient la variable d'ajustement budgétaire de la réduction des budgets publics.

L'Union Interfédérale des Agents de la Fonction publique FO, a appelé les fonctionnaires de l'Etat, territoriaux et hospitaliers à la grève 10 octobre 2017 pour le respect des droits statutaires, le maintien du Service Public républicain mais revendique également l'annulation des prélèvements opérés par le gouvernement sur le FIPHFP, la restitution des 87 millions d'€ initialement destinés à l'emploi des fonctionnaires en situation de handicap et prélevés sur le fonds pour financer les emplois aidés. Forte de la réussite de cette mobilisation, l'UIAFP continuera de défendre les fonctionnaires et agents publics en situation de handicap pour qui la spoliation du FIPHFP, ajoutée aux attaques du gouvernement actuel sur leur pouvoir d'achat, constitue une double peine.

Paris, le 18 Octobre 2018